

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil;

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1<sup>er</sup>. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

— l'arrêté royal : l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes;

— entreprise saisonnière : l'entreprise dont l'activité s'exerce seulement pendant une partie de l'année ou de manière plus intense en certaines saisons et considérée comme telle pour l'application de l'article 15 de la loi sur le travail du 16 mars 1971.

Art. 2. § 1<sup>er</sup>. L'entreprise saisonnière satisfait à l'obligation d'occuper des stagiaires, prévue par l'article 7, § 1<sup>er</sup>, premier alinéa de l'arrêté royal, lorsque le nombre de stagiaires qu'elle occupe en moyenne durant l'année civile correspond à une occupation à temps plein de 3 pourcent de l'effectif du personnel.

§ 2. Sans préjudice des dispositions du § 1<sup>er</sup>, l'entreprise saisonnière dont l'activité s'exerce toute l'année, doit à tout moment occuper un nombre de stagiaires qui correspond à une occupation à temps plein d'au moins 1,5 pourcent de l'effectif du personnel et ce pendant l'année civile entière.

Art. 3. Par dérogation à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4 de l'arrêté royal, l'effectif du personnel pris en considération pour le calcul du nombre de stagiaires à occuper par l'entreprise saisonnière est la moyenne mensuelle du personnel occupé au cours de l'année précédant celle de l'occupation des stagiaires.

Art. 4. La durée et la prolongation du stage sont réglées par l'article 17 de l'arrêté royal.

Lorsque le stage s'effectue durant la saison seulement, il couvre une période ininterrompue de minimum 6 mois ou 26 semaines sans pouvoir dépasser 12 mois ou 52 semaines. Toutefois, lorsque le stage s'effectue dans une entreprise saisonnière dont l'activité s'exerce seulement pendant une partie de l'année, il couvre une période d'activité de l'entreprise.

Art. 5. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 23 août 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

M. HANSENNE

F. 85 — 2155

30 AOÛT 1985. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 10 août 1978, déterminant la formation complémentaire imposée aux chefs des services de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail et à leurs adjoints, et modifiant l'article 833.2.2 du Règlement général pour la protection du travail

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 10 juin 1952 concernant la santé et la sécurité des travailleurs, ainsi que la salubrité du travail et des lieux de travail, notamment l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois des 17 juillet 1957 et 16 mars 1971, et l'article 1<sup>er</sup>, § 4, a, modifié par la loi du 17 juillet 1957;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers;

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

— koninklijk besluit : het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces;

— seizoenonderneming : de onderneming waar slechts gedurende een gedeelte van het jaar wordt gewerkt of waar gedurende bepaalde seizoenen de arbeidsintensiteit groter is en die als dusdanig beschouwd wordt voor de toepassing van artikel 15 van de arbeidswet van 16 maart 1971.

Art. 2. § 1. De seizoenonderneming voldoet aan de verplichting stagiairs tewerk te stellen, bepaald in artikel 7, § 1, eerste lid van het koninklijk besluit, wanneer het aantal stagiairs dat ze gedurende het kalenderjaar gemiddeld tewerkstelt overeenstemt met een voltijdse tewerkstelling van 3 procent van het personeelsbestand.

§ 2. Onverminderd de bepalingen van § 1, moet de seizoenonderneming waar gedurende het gehele jaar gewerkt wordt, op ieder ogenblik een aantal stagiairs tewerkstellen dat overeenstemt met een voltijdse tewerkstelling van tenminste 1,5 procent van het personeelsbestand en dit gedurende het gehele kalenderjaar.

Art. 3. In afwijking van artikel 7, § 1, vierde lid van het koninklijk besluit is de personeelssterkte die in aanmerking komt voor het berekenen van het aantal tewerk te stellen stagiairs door de seizoenonderneming het maandelijks gemiddelde van het personeel tewerkgesteld tijdens het jaar dat de tewerkstelling van stagiairs voorafgaat.

Art. 4. De duur en de verlening van de stage worden geregeld door artikel 17 van het koninklijk besluit.

Wanneer de stage slechts tijdens het seizoen volbracht wordt, loopt ze over een ononderbroken periode van tenminste 6 maanden of 26 weken, zonder dat 12 maanden of 52 weken mogen overschreden worden. Nochtans wanneer de stage volbracht wordt in een seizoenonderneming waar slechts gedurende een gedeelte van het jaar gewerkt wordt, loopt ze over een ononderbroken periode gelijk aan de periode van bedrijvigheid van de onderneming.

Art. 5. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 23 augustus 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

M. HANSENNE

N. 85 — 2155

30 AUGUSTUS 1985. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 augustus 1978 tot vaststelling van de aanvullende vorming opgelegd aan de diensthoofden voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen en aan hun adjuncten en tot wijziging van artikel 833.2.2 van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 10 juni 1952 betreffende de gezondheid en de veiligheid van de werknemers, alsmede de salubriteit van het werk en van de werkplaatsen, inzonderheid op artikel 1, § 1, gewijzigd bij de wetten van 17 juli 1957 en 16 maart 1971, en artikel 1, § 4, a, gewijzigd bij de wet van 17 juli 1957;

Vu l'arrêté royal du 10 août 1978 déterminant la formation complémentaire imposée aux chefs des services de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail et à leurs adjoints, modifié par les arrêtés royaux des 5 décembre 1980, 10 août 1981 et 15 décembre 1983;

Vu le Règlement général pour la protection du travail, approuvé par les arrêtés du Régent des 11 février 1946 et 27 septembre 1947, notamment l'article 833, modifié par l'arrêté royal du 20 juin 1975;

Vu l'avis du Conseil supérieur de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 9 août 1980;

Considérant que les dispositions relatives à la formation complémentaire imposée aux chefs des services de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail et à leurs adjoints doivent être adaptées d'urgence en vue de promouvoir la politique du Gouvernement en matière d'emploi en ce qui concerne la stimulation du travail à temps partiel;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 10 août 1978, déterminant la formation complémentaire imposée aux chefs des services de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail et à leurs adjoints, est complété par les alinéas suivants :

« Le nombre de travailleurs se calcule en divisant par trois cent soixante-cinq le total des jours civils pendant lesquels chaque travailleur a été inscrit dans le registre du personnel, dont la tenue est imposée par l'arrêté royal n° 5 du 23 octobre 1978 relatif à la tenue des documents sociaux, ou, pour l'entreprise qui n'est pas soumise aux dispositions de cet arrêté royal, dans tout document en tenant lieu, au cours d'une période de quatre trimestres qui précèdent chaque trimestre.

Lorsque l'horaire de travail effectif d'un travailleur n'atteint pas les trois quarts de l'horaire qui serait le sien s'il était occupé à temps plein, le total des jours civils pendant lesquels il aura été inscrit dans le registre du personnel au cours d'une des périodes visées à l'alinéa précédent sera divisé par deux. »

**Art. 2.** L'article 833.2.2 du Règlement général pour la protection du travail, modifié par l'arrêté royal du 20 juin 1975, est complété par les alinéas suivants :

« Le nombre de travailleurs se calcule en divisant par trois cent soixante-cinq le total des jours civils pendant lesquels chaque travailleur a été inscrit dans le registre du personnel, dont la tenue est imposée par l'arrêté royal n° 5 du 23 octobre 1978 relatif à la tenue des documents sociaux, ou, pour l'entreprise qui n'est pas soumise aux dispositions de cet arrêté royal, dans tout document en tenant lieu, au cours d'une période de quatre trimestres qui précèdent chaque trimestre.

Lorsque l'horaire de travail effectif d'un travailleur n'atteint pas les trois quarts de l'horaire qui serait le sien s'il était occupé à temps plein, le total des jours civils pendant lesquels il aura été inscrit dans le registre du personnel au cours d'une des périodes visées à l'alinéa précédent sera divisé par deux. »

**Art. 3.** Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 août 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :  
Le Ministre de l'Emploi et du Travail,  
M. HANSENNE

Gelet op het koninklijk besluit van 10 augustus 1978 tot vaststelling van de aanvullende vorming opgelegd aan de diensthoofden voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen en aan hun adjuncten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 5 december 1980, 10 augustus 1981 en 15 december 1983;

Gelet op het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming, goedgekeurd bij de besluiten van de Regent van 11 februari 1946 en 27 september 1947, inzonderheid op artikel 833, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 juni 1975;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Overwegende dat de voorschriften inzake de aanvullende vorming opgelegd aan de diensthoofden voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen en aan hun adjuncten dringend moeten aangepast worden ter bevordering van het werkgelegenheidsbeleid van de Regering inzake de stimulering van de deeltijdse arbeid;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 1 van het koninklijk besluit van 10 augustus 1978 tot vaststelling van de aanvullende vorming opgelegd aan de diensthoofden voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen en aan hun adjuncten, wordt aangevuld met de volgende leden :

« Het aantal werknemers wordt berekend door het aantal kalenderdagen waarop elke werknemer, gedurende een periode van de vier trimesters die elk trimester voorafgaan, ingeschreven is in het personeelsregister waarvan het bijhouden wordt opgelegd door het koninklijk besluit nr. 5 van 23 oktober 1978 betreffende het bijhouden van sociale documenten, of in elk ander document dat hiertoe bijgehouden wordt indien de onderneming aan de bepalingen van genoemd koninklijk besluit niet onderworpen is, te delen door driehonderdvijfenzestig.

Wanneer het werkelijke uurrooster van een werknemer niet de driebvierde bereikt van het uurrooster dat het zijne zou zijn geweest indien hij voltijds tewerkgesteld was, wordt het aantal kalenderdagen waarop hij in het personeelsregister werd ingeschreven tijdens de in vorig lid bedoelde periode gedeeld door twee. »

**Art. 2.** Artikel 833.2.2 van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 juni 1975, wordt aangevuld met de volgende leden :

« Het aantal werknemers wordt berekend door het aantal kalenderdagen waarop elke werknemer, gedurende een periode van de vier trimesters die elk trimester voorafgaan, ingeschreven is in het personeelsregister waarvan het bijhouden wordt opgelegd door het koninklijk besluit nr. 5 van 23 oktober 1978 betreffende het bijhouden van sociale documenten, of in elk ander document dat hiertoe bijgehouden wordt indien de onderneming aan de bepalingen van genoemd koninklijk besluit niet onderworpen is, te delen door driehonderdvijfenzestig.

Wanneer het werkelijke uurrooster van een werknemer niet de driebvierde bereikt van het uurrooster dat het zijne zou zijn geweest indien hij voltijds tewerkgesteld was, wordt het aantal kalenderdagen waarop hij in het personeelsregister werd ingeschreven tijdens de in vorig lid bedoelde periode gedeeld door twee. »

**Art. 3.** Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 augustus 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :  
De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
M. HANSENNE